

Le Monde

NOËL

idées

Dieu a besoin des femmes

par HENRI FESQUET

Noël revient. C'est pour Carmen Anghel, dont nous avions publié, l'an dernier, une première lettre au père Noël l'occasion de rappeler que son petit garçon, retenu à Bucarest, ne lui a pas toujours été rendu. Un jeune, Grégoire Delacourt, nous dit comment il s'apprête à vivre, la fête après tant d'histoires de fin, de peur et de mort qui ont bouleversé ses idées et ses valeurs. Aux chrétiens, il reste l'espérance qu'incarner le Christ, dont le Père Chassagneux dit la grandeur et la pauvreté : celle du Royaume de la grâce, celle du Royaume sans argent, qu'il permit le Fils de la Vierge. Non seulement, dit Henri Fesquet, Dieu a besoin des femmes, mais il requiert leur consentement.

MENSONGE des slogans. « Tous s'achète et tout se vend » est une pittoresque mais importante sonnerie. Nul ne l'a dit, mais, à l'heure de Noël, on se sent un peu de la grâce. Un royaume sans prix et sans marchandage. « Ce n'est pas pour vous qui m'avez choisi », c'est moi qui vous ai choisi », ainsi que l'a dit Jésus (1). Qui de plus insistent et de plus gracieux — au sens théologique du mot — que l'irruption du don de Dieu au sein de l'humanité bazarier ? Pourquoi, à juste qu'il soit, s'a mérité de devenir fils de Dieu et d'être le témoin de l'Incarnation, ce quelque chose d'humain, car il a fait le « oui » de Marie à l'ange de Gabriel pour que naisse le Fils de l'Homme. A travers ce Fiat, c'est toute l'humanité qui s'est associée à sa promotion. Non seulement Dieu a besoin des femmes, mais il requiert leur consentement. Sa politique est exemplaire, comme on le voit tout au long de l'Evangile, où il voit des femmes-objets aux yeux du Sauveur.

On s'est toujours dit que le monde ne se trouve dans les rois des apôtres. Sans doute, mais les révolutionnaires les plus efficaces sont ceux qui changent tout à la fois ou bien ceux dont les impulsions se révèlent à long terme. Irrépressibles, mais impétueuses et pures de liberté. La tendresse de Dieu, on ne sait d'où elle vient et où elle va, telle la comète au zénith du firmament de l'existence.

De Marie, on ne peut parler qu'un doigt sur les lèvres : son secret est inviolable et sa foi se doit d'être à la mesure du prodige qu'elle a vécu et des drames qu'elle a traversés. Mais ces deux personnes choisies par la Providence pour bouleverser les règles de la famille, de la conception et de la paternité et pour concevoir une dimension nouvelle de l'humanité humaine ne sont que des satellites : ils n'existent qu'en fonction du troisième qui va à leur chevet. C'est lui le maître. Tous les bêtes du monde le sont, mais ici, dans cette crèche, le statut divin de Jésus, le prestige inégalé de sa mission de

Messie, font du plus petit le plus grand, du plus aléatoire le plus attendu, du plus divin le plus redouté du roi d'Israël.

Un sésame spirituel

Cette naissance hors série fait irrésistiblement penser à des étonnantes mystiques. Non pas tant celles de l'étrange couple Joseph-Marie, mais du mariage indissoluble entre le verbe et la chair, entre le créateur et ses créatures. Et pour-quoi ne pas évoquer ici, par anticipation, les noces de l'agneau dont les prémices sont déjà poètes (2) ?

Nous nous sommes pour les yeux de la foi : aucun sésame spirituel ne pouvait davantage secouer la Terre. Et pourtant union impensable. Dieu clôt le silence et préfère la trise à l'ouïssance (3). Il n'a pas choisi le silence mais le bruit. C'est pour faire naître son fils unique, mais une nuit folle. Ni un palais, ni même une auberge, mais une mangrove dans une forêt dont l'histoire a oublié les coordonnées. A l'encre, pas un seul de ces « petites » tentatives d'écriture, mais des désastres de la peur des « grands ». Deux quadruplées déformées font mieux l'affaire que que l'on sache très bien qui garde et qui est gardé. En tout cas, l'âne et le bœuf tiennent chaud au cœur et au cœur, si malheureusement la fraternité animale dont François d'Assise fera, trois siècles plus tard, une des originalités de sa spiritualité.

Au-dessus de la crèche, plus brillante que les constellations, l'étoile chevillée comme un point sur un « oui », scintille l'union de la Terre et du firmament. Légendaire ? Sans doute, comme le sont aussi les rois mages, ces astrolabes approximatifs dont les offrandes compromettent tout oublier l'inconsistance. Et pas seulement les rois mages... Pourquoi s'en plaindre ? Les mythes sont plus utiles et plus suggestifs que tant de faits réalistes. L'imagination s'essaye à la plus forte homme que l'intelligence puisse offrir aux réalités qui la débordent ?

Pour l'instant, ce baptême de la crèche des jeunes couples, — Jésus, Marie, Joseph et l'âne, l'âne pour ses proches, rassurant pour les bergers du delà de l'effroi d'un signe que l'enfant est bien vivant.

La force de combattre

par GRÉGOIRE DELACOURT (*)

UN NE fois encore, Noël est là, dans des rues tristement illuminées et sur des vitrines sans rire. Mais, pour l'avoir appris, que Noël est une grande fête fraternelle, un rassemblement où les hommes traduisent leurs intentions symboliques de paix par des paroles et des gestes. Et, comme à chaque fois, ce n'est pas un Noël comme les autres : il y a trop de choses qui abrégent mes vingt ans pour que je sois serein et que j'aie envie de dormir. Et j'ai envie même de demander si l'an s'achève vraiment terminé un jour, enfin. Et pour-quoi, le premier très certainement un réveil bien au chaud, devant une table largement garnie, avec des gens qui auront l'air très gai et qui, pour quelques heures, auront tout oublié le combat d'été de la vie. Je n'aurais rien à leur dire. Le drame politique, les « boîtes peuplées », la faim dans le monde et toutes les autres histoires de peur et de mort sont entrées dans ma vie jusqu'à bouleverser plus que changer ce que j'avais comme valeurs, comme idées et qui me tenaient lieu de philosophie.

Je ne peux m'empêcher de penser à tout ce qui a déjà été dit. Après l'invasion des blindés soviétiques, on a dit : « Nous ne sommes plus un tel pays », et on a baissé les bras quand ces mêmes chars sont entrés en Afghanistan. Même chose pour les crimes antichrétiens et des aménagements comme ceux d'Anvers et de la rue Copernic ne nous arrachent plus que des soupirs d'indignation. Et pour être plus terre à terre, même chose enfin pour l'essence : la fameuse lettre des 5 F qui m'a fait passer de très près prochainement et sans broncher, l'idée que la cap « inacceptable » des deux millions de chômeurs. Et pour d'autres choses encore qui nous révoltent à l'avance et qui, une fois dépassées ou vécues, nous laissent perplexes et abasourdis avec pour seule plainte de faire reculer encore un peu plus les limites de notre im-

puissance. Autrement dit, je nous sépare davantage des autres. Tout cela me laisse K.O., sans autre ressource que celle de croire que l'homme n'est pas tout à fait un être de renoncement et de soumission. J'aspire, l'autre jour, de quelconque professeur de philosophie les approximations que je ressentais, et je lui disais qu'il me semblait que l'idologie même du son cours était « institutionnalisées ». La matière de son enseignement (en fait de l'histoire de la philosophie) cachait sous le vocabulaire de cours de philo tendait à nous empêcher d'avoir une pensée autonome, une pensée concrète qui s'inscrivait dans notre perception du monde, nous rendait nous-mêmes avec autre. Et moi, dans ce cours, un certain fatalisme, une vague accoutumance à la vie rigide, une façon de nous endormir et de nous détourner des « vrais » problèmes. Et la philosophie était là qui tentait vainement de justifier toutes les terribles erreurs et injustices de notre monde (et je souris en employant le pronom personnel « je » qui trahissait malheureusement ma nostalgie d'un je-ne-sais, Brel).

D'aucuns ne manqueront pas de dire qu'il s'agit là d'un mauvais procès. C'est possible, mais je ne le crois pas. Son enseignement est le produit de notre histoire immédiate, ce que nous vivons depuis moins de dix ans et qui nous conduit lentement, imperceptiblement, à devenir des femmes et des hommes faibles dans une société qui nous assés et nous dirige de plus en plus.

Et c'est contre cela que je me souviens. C'est avec cette idée que je vivrai cette fête de Noël. C'est dans les autres, ceux qui, moins que moi encore, peuvent prendre la parole, que je puis la force de combattre, que j'ai l'espoir de faire et de quelconqu'un qui meurt.

(*) Étudiant, vété et un an.

Deuxième lettre au père Noël

CHER père Noël, depuis ma dernière lettre, beaucoup de choses ont changé. Seul la plus importante. Pour moi.

Je m'appelle toujours Tibérius Paun.

Je n'ai plus huit ans, mais neuf. J'ai grandi.

Malheureusement, j'habite toujours chez ma grand-mère. Parents maternels. Pas chez ma mère.

Supporterai-je une si longue séparation ?

En quoi un enfant... innocent est-il coupable pour subir ainsi la vengeance ?

C'est le septième Noël que je passe séparé d'elle !

Toujours sensible aux malheurs des autres, le peuple français a massivement répondu à votre appel pour ma libération, publié par le Monde du 27 décembre 1980.

Des vagues de lettres ont déferlé sur le palais qu'habite le président roumain, ainsi que sur les ambassades roumaines de Paris et de Bruxelles.

Des enfants, organisés en associations, se battent pour ma libération.

La presse n'a cessé de rappeler notre drame.

Un comité pour ma libération a été formé à Paris.

Après un jeûne d'une semaine, M. Claude Bédet veut faire la grève de la faim devant l'ambassade roumaine à Paris.

Le résultat ? RIEN n'a changé, même s'il y a eu une raison valable au monde — idéologique, politique ou géographique — pour justifier la séparation brutale et si prolongée d'une mère d'avec son enfant !

Il semble bien que nos larmes et souffrances n'intéressent pas les... intéressés.

C'est notre faute, père Noël. Nous avons omis l'essentiel : on ne lui a pas fait comprendre

notre drame, toute son immensité.

Pour cela, demandez-leur de se mettre à notre place : accepteraient-ils d'être séparés de leurs enfants ?

Accepteraient-ils de voir leurs enfants uniquement dans... leurs rêves ? De détruire, à bon escient, les plus belles années — l'enfance — de leur vie ?

Supporterai-je une si longue séparation ?

En quoi un enfant... innocent est-il coupable pour subir ainsi la vengeance ?

C'est le septième Noël que je passe séparé d'elle !

Toujours sensible aux malheurs des autres, le peuple français a massivement répondu à votre appel pour ma libération, publié par le Monde du 27 décembre 1980.

Des vagues de lettres ont déferlé sur le palais qu'habite le président roumain, ainsi que sur les ambassades roumaines de Paris et de Bruxelles.

Des enfants, organisés en associations, se battent pour ma libération.

La presse n'a cessé de rappeler notre drame.

Un comité pour ma libération a été formé à Paris.

Après un jeûne d'une semaine, M. Claude Bédet veut faire la grève de la faim devant l'ambassade roumaine à Paris.

Le résultat ? RIEN n'a changé, même s'il y a eu une raison valable au monde — idéologique, politique ou géographique — pour justifier la séparation brutale et si prolongée d'une mère d'avec son enfant !

Il semble bien que nos larmes et souffrances n'intéressent pas les... intéressés.

C'est notre faute, père Noël. Nous avons omis l'essentiel : on ne lui a pas fait comprendre

La rage de comprendre

A réfléchir sérieusement, le culte de Noël est à l'image de celle de la foi de toujours, la foi la plus authentique, celle qui apprend à se passer de preuves irréfutables. La rage de comprendre — ce qui a peu à voir avec l'appétit théologique aux ambitions d'omnipotence — n'est pas un mal à la religion de Jésus. Les gloses de tout acabit dissipent la sève évangélique. Point n'est besoin, sans doute, d'être chrétien pour devenir un enfant de la foi, et, s'il est utile de « voir pour comprendre » et de « croire pour croire » (saint Augustin), comment oublier que Jésus a dit à ses disciples : « Qui croit en moi sans avoir vu le royaume de Dieu comme un petit enfant n'y entrera pas ».

De l'od de sa crèche, d'une fragilité de porcelaine, livrés pieds et poings liés à l'affection et à la bienveillance, Jésus, le futur charpentier, enjoint aux hommes de toutes les générations de rebouter leur suffisance.

(1) Jean 15, 16.

(2) Apocalypse 3, 22.

(3) Luc 19, 11-13.

A ses lecteurs

qui vivent

hors de France

Le Monde

présente une

Sélection

hebdomadaire

Ils y trouveront une

sélection des informations,

commentaires et critiques

parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen

sur demande.

FOI ET CROYANCE

par PIERRE-ALBERT CHASSAGNEUX (1)

DE par mes fonctions ecclésiastiques, toutes libérales, ment ecclésiastiques. Il m'est donné de vivre beaucoup plus avec le monde des incroyants qu'avec les fidèles très pieux de nos Églises. L'annonce, de l'autre, et surtout Teilhard de Chardin. Tous m'ont appris à lire l'Evangile avec le cœur et l'imagination. C'est ainsi que j'ai découvert l'essentiel : Jésus le Christ et son message merveilleux de libération de l'homme.

Plus je réfléchis, plus je prie l'Esprit créateur, plus je découvre dans le Christ le chemin, la vérité, la vie. Celui qui me conduit à l'amour.

On est en agnostique positif : « Je ne puis démontrer ma foi avec des preuves scientifiques. »

On est en agnostique négatif : « Je ne puis rien prouver, alors je préfère rester dans ma nuit et dans la pure négation ».

J'aime le mot de Pascal : « Je cherche la vérité en gémissant ».

Seule la mort, en me délivrant de mes limites me révèle son infini, cet infini, cette tendresse du plein.

Mais, par-delà la mort, je serai fin dans cette vie dont il m'est impossible de parler. Cependant, je serai en Lui, dans la joie et la paix.

L'essentiel reste limité dans l'espace, dans le temps, dans la vie.

Je dis souvent à nos réunions eucharistiques du Seuil : plus j'avance dans la vie, et plus j'adhère à ce tout autre, à cet infini de tendresse, de joie et de paix, et moins je peux parler de la mort, de la vieillesse, de la maladie, de la douleur, de la souffrance, de la tristesse, de la peur, de la mort.

Alors, je ferme les yeux et je me tais dans l'adoration eucharistique du cœur et de l'esprit et dans l'abandon de tout être à Celui qui est, à chaque instant, créateur de la vie et de l'espérance. Dieu est l'éternel « Seigneur d'amour », mais il nous laisse libre de Le percevoir avec notre relativité, ou de Le refuser.

Je crois en Toi l'Unique, aux visages multiples : chacun Te voyant avec les yeux de son intelligence de son cœur et de son milieu de vie.

Mais par contre, plus j'avance dans ma vie chrétienne (bien sûr cinquante ans d'ascension) et plus je me sens saisi par l'Evangile, son message libérateur et surtout par ce message d'amour, d'humilité, de Jésus de Nazareth, cet homme mort d'amour

à terre et un an par fidélité à son message.

J'ai étudié avec passion tous les auteurs critiques et créateurs des XIX^e et XX^e siècles, croyants ou non, à travers Roman, Lévy, Har- nard, Lagrange, De Lubac et surtout Teilhard de Chardin. Tous m'ont appris à lire l'Evangile avec le cœur et l'imagination. C'est ainsi que j'ai découvert l'essentiel : Jésus le Christ et son message merveilleux de libération de l'homme.

Plus je réfléchis, plus je prie l'Esprit créateur, plus je découvre dans le Christ le chemin, la vérité, la vie. Celui qui me conduit à l'amour.

On est en agnostique positif : « Je ne puis démontrer ma foi avec des preuves scientifiques. »

On est en agnostique négatif : « Je ne puis rien prouver, alors je préfère rester dans ma nuit et dans la pure négation ».

J'aime le mot de Pascal : « Je cherche la vérité en gémissant ».

Seule la mort, en me délivrant de mes limites me révèle son infini, cet infini, cette tendresse du plein.

Mais, par-delà la mort, je serai fin dans cette vie dont il m'est impossible de parler. Cependant, je serai en Lui, dans la joie et la paix.

L'essentiel reste limité dans l'espace, dans le temps, dans la vie.

Je dis souvent à nos réunions eucharistiques du Seuil : plus j'avance dans la vie, et plus j'adhère à ce tout autre, à cet infini de tendresse, de joie et de paix, et moins je peux parler de la mort, de la vieillesse, de la maladie, de la douleur, de la souffrance, de la tristesse, de la peur, de la mort.

Alors, je ferme les yeux et je me tais dans l'adoration eucharistique du cœur et de l'esprit et dans l'abandon de tout être à Celui qui est, à chaque instant, créateur de la vie et de l'espérance. Dieu est l'éternel « Seigneur d'amour », mais il nous laisse libre de Le percevoir avec notre relativité, ou de Le refuser.

Je crois en Toi l'Unique, aux visages multiples : chacun Te voyant avec les yeux de son intelligence de son cœur et de son milieu de vie.

Mais par contre, plus j'avance dans ma vie chrétienne (bien sûr cinquante ans d'ascension) et plus je me sens saisi par l'Evangile, son message libérateur et surtout par ce message d'amour, d'humilité, de Jésus de Nazareth, cet homme mort d'amour

à terre et un an par fidélité à son message.

J'ai étudié avec passion tous les auteurs critiques et créateurs des XIX^e et XX^e siècles, croyants ou non, à travers Roman, Lévy, Har- nard, Lagrange, De Lubac et surtout Teilhard de Chardin. Tous m'ont appris à lire l'Evangile avec le cœur et l'imagination. C'est ainsi que j'ai découvert l'essentiel : Jésus le Christ et son message merveilleux de libération de l'homme.

Plus je réfléchis, plus je prie l'Esprit créateur, plus je découvre dans le Christ le chemin, la vérité, la vie. Celui qui me conduit à l'amour.

On est en agnostique positif : « Je ne puis démontrer ma foi avec des preuves scientifiques. »

On est en agnostique négatif : « Je ne puis rien prouver, alors je préfère rester dans ma nuit et dans la pure négation ».

J'aime le mot de Pascal : « Je cherche la vérité en gémissant ».

Seule la mort, en me délivrant de mes limites me révèle son infini, cet infini, cette tendresse du plein.

Mais, par-delà la mort, je serai fin dans cette vie dont il m'est impossible de parler. Cependant, je serai en Lui, dans la joie et la paix.

L'essentiel reste limité dans l'espace, dans le temps, dans la vie.

Je dis souvent à nos réunions eucharistiques du Seuil : plus j'avance dans la vie, et plus j'adhère à ce tout autre, à cet infini de tendresse, de joie et de paix, et moins je peux parler de la mort, de la vieillesse, de la maladie, de la douleur, de la souffrance, de la tristesse, de la peur, de la mort.

Alors, je ferme les yeux et je me tais dans l'adoration eucharistique du cœur et de l'esprit et dans l'abandon de tout être à Celui qui est, à chaque instant, créateur de la vie et de l'espérance. Dieu est l'éternel « Seigneur d'amour », mais il nous laisse libre de Le percevoir avec notre relativité, ou de Le refuser.

Je crois en Toi l'Unique, aux visages multiples : chacun Te voyant avec les yeux de son intelligence de son cœur et de son milieu de vie.

Mais par contre, plus j'avance dans ma vie chrétienne (bien sûr cinquante ans d'ascension) et plus je me sens saisi par l'Evangile, son message libérateur et surtout par ce message d'amour, d'humilité, de Jésus de Nazareth, cet homme mort d'amour

à terre et un an par fidélité à son message.

J'ai étudié avec passion tous les auteurs critiques et créateurs des XIX^e et XX^e siècles, croyants ou non, à travers Roman, Lévy, Har- nard, Lagrange, De Lubac et surtout Teilhard de Chardin. Tous m'ont appris à lire l'Evangile avec le cœur et l'imagination. C'est ainsi que j'ai découvert l'essentiel : Jésus le Christ et son message merveilleux de libération de l'homme.

Plus je réfléchis, plus je prie l'Esprit créateur, plus je découvre dans le Christ le chemin, la vérité, la vie. Celui qui me conduit à l'amour.

On est en agnostique positif : « Je ne puis démontrer ma foi avec des preuves scientifiques. »

On est en agnostique négatif : « Je ne puis rien prouver, alors je préfère rester dans ma nuit et dans la pure négation ».

J'aime le mot de Pascal : « Je cherche la vérité en gémissant ».

Seule la mort, en me délivrant de mes limites me révèle son infini, cet infini, cette tendresse du plein.

Mais, par-delà la mort, je serai fin dans cette vie dont il m'est impossible de parler. Cependant, je serai en Lui, dans la joie et la paix.

L'essentiel reste limité dans l'espace, dans le temps, dans la vie.

Je dis souvent à nos réunions eucharistiques du Seuil : plus j'avance dans la vie, et plus j'adhère à ce tout autre, à cet infini de tendresse, de joie et de paix, et moins je peux parler de la mort, de la vieillesse, de la maladie, de la douleur, de la souffrance, de la tristesse, de la peur, de la mort.

Alors, je ferme les yeux et je me tais dans l'adoration eucharistique du cœur et de l'esprit et dans l'abandon de tout être à Celui qui est, à chaque instant, créateur de la vie et de l'espérance. Dieu est l'éternel « Seigneur d'amour », mais il nous laisse libre de Le percevoir avec notre relativité, ou de Le refuser.

Je crois en Toi l'Unique, aux visages multiples : chacun Te voyant avec les yeux de son intelligence de son cœur et de son milieu de vie.

Mais par contre, plus j'avance dans ma vie chrétienne (bien sûr cinquante ans d'ascension) et plus je me sens saisi par l'Evangile, son message libérateur et surtout par ce message d'amour, d'humilité, de Jésus de Nazareth, cet homme mort d'amour

à terre et un an par fidélité à son message.

J'ai étudié avec passion tous les auteurs critiques et créateurs des XIX^e et XX^e siècles, croyants ou non, à travers Roman, Lévy, Har- nard, Lagrange, De Lubac et surtout Teilhard de Chardin. Tous m'ont appris à lire l'Evangile avec le cœur et l'imagination. C'est ainsi que j'ai découvert l'essentiel : Jésus le Christ et son message merveilleux de libération de l'homme.

Plus je réfléchis, plus je prie l'Esprit créateur, plus je découvre dans le Christ le chemin, la vérité, la vie. Celui qui me conduit à l'amour.

On est en agnostique positif : « Je ne puis démontrer ma foi avec des preuves scientifiques. »

On est en agnostique négatif : « Je ne puis rien prouver, alors je préfère rester dans ma nuit et dans la pure négation ».

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

Le Monde

L'ÉTAT DE

L'armée et la

'L'ÉTAT DE GUERRE' EN POLOGNE

LA DÉCLARATION DE M. MAUROY A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« Le principe de non-ingérence ne consiste pas pour un État à ne rien voir, à ne rien entendre... »

M. Pierre Mauroy a parlé mercredi 23 décembre à l'Assemblée nationale, en tenant compte des dernières informations sur la situation dans ce pays. (Le Monde du 24 décembre).

Pour « l'Assemblée » et « l'Assemblée », ces informations sont, à cet égard, une aide précieuse à la situation.

« Après les interpellations et les déclarations de la presse, grâce à l'effet de surprise, des foyers de résistance continuent de se manifester de l'un à l'autre du territoire ; sur la Baltique à Gdansk, Cracovie, Katowice, où les chômeurs sont fermés dans la capitale de Varsovie, où le travail ne semble pas avoir repris ; à l'ouest d'Oppeln, où les travailleurs ont été arrêtés et envoyés en prison ; en Silésie, à Katowice, à Małachow.

« Les premiers deux Ponts ont été à la suite de Włocławek. Il semble que ces derniers, depuis l'écroulement, tiennent en échec les milices de la police. On ne peut pas parler d'un accident qui bloquerait actuellement toute circulation. »

« Une action de non-ingérence sur le terrain de Włocławek, on ne peut pas dire qu'elle soit une action de non-ingérence, mais elle est une action de non-ingérence. »

« Une action de non-ingérence sur le terrain de Włocławek, on ne peut pas dire qu'elle soit une action de non-ingérence, mais elle est une action de non-ingérence. »

Et d'une même voix. Qu'ils s'agit de la situation en Pologne, les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy.

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

Les relations économiques et financières

M. Mauroy a indiqué que la France continuait de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments.

« La France continue de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments. »

« La France continue de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments. »

« La France continue de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments. »

« La France continue de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments. »

« La France continue de soutenir la Pologne, notamment sous la forme de dons de matériel agricole (1000 tonnes), de poudre de lait et de médicaments. »

M. DE LIPKOWSKI (R.P.R.) : il faut quitter la conférence de Madrid

Après le premier ministre, M. Mauroy a été suivi par M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid.

« M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid. »

« M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid. »

« M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid. »

« M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid. »

« M. de Lipkowski, député R.P.R., qui a demandé la tenue d'une conférence de Madrid. »

Unifier les accords d'Helsinki

Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975.

« Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975. »

« Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975. »

« Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975. »

« Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975. »

« Le premier ministre a rappelé à l'Assemblée nationale les accords d'Helsinki, qui ont été signés en 1975. »

La solidarité sans failles mais non sans réserves du P.C.F.

« (Suite de la première page.) »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

« Le premier ministre a dit de la solidarité sans failles, mais non sans réserves. »

Les silences de M. Le Pors

« Approuvez-vous la déclaration de M. Mauroy ? »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

« M. Le Pors, ministre de la Fonction publique, a répondu à la question. »

Il importe que le sang ne coule plus

M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

« M. Mauroy conclut : « Les députés ont réagi, notamment par des applaudissements, à la déclaration de M. Mauroy. »

Appel de cent députés pour le renouveau du P.C.F.

« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »

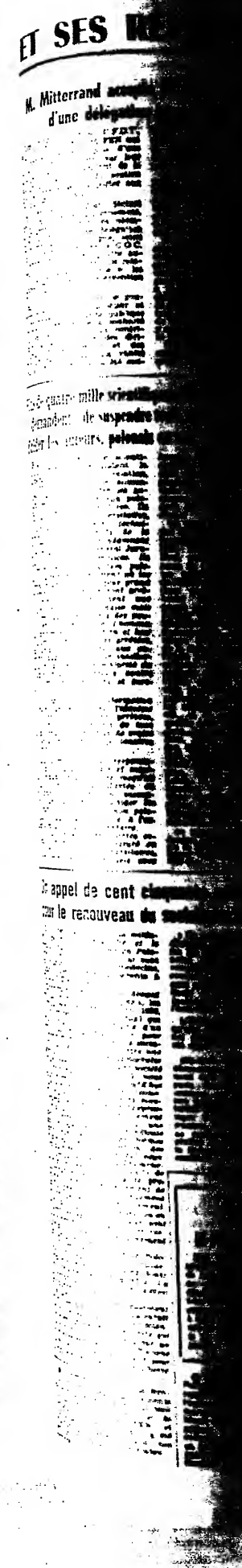
« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »

« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »

« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »

« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »

« M. Jean-Marie Duillet, député U.D.F. de la Manche, a appelé à un renouveau du P.C.F. »



مكتبة

PROCHE-ORIENT

Israël

LES DRUZES DU GOLAN SE VEULENT SYRIENS ET ARABES

Devenu, après l'annexion, responsable de l'administration israélienne au territoire du Golan, le ministère de l'Intérieur vient d'annoncer, à Jérusalem, la nomination d'un délégué et d'une commission chargée d'étudier les modalités du remplacement de

l'administration militaire. D'autre part, cinq personnes ont été arrêtées dans les villages druzes, au nord du Golan. Elles sont accusées d'avoir exercé des pressions sur plusieurs compatriotes qui se sont déclarés favorables aux décisions israéliennes.

De notre envoyé spécial

Med-Et-Chams. — Tout maintenant paraît irrémédiablement calmer sur les hauteurs du Golan. Mais les apparences sont trompeuses dans ce désert qui paraît si paisible. Un peu de violence s'est produite par le nombre de troupes et de matériels qui ont été évacués du territoire. La démolition de forces et d'installations vultueuses par M. Begin s'est portée sur un autre terrain, celui des rapports ambigus entre Israël et Washington. Mais les tensions sont encore là, soigneusement dissimulées.

Dans l'une des implantations israéliennes du Golan, après les réjouissances qui ont salué la vote de la Knesset, un colon s'élance un peu de ce retour à la normale. « En fait, rien n'est vraiment changé », dit-il. Mais nous ne nous sentons plus en situation privilégiée, nous ne sommes plus vraiment vint d'habiter clairement que nous retournerons ici et que nous ne serons pas une nouvelle d'habitant en cas de négociations.

Certains colons, toutefois, ne semblent pas encore tout à fait convaincus, même si l'annonce ne paraît pas leur causer de soucis.

Après la paralyse de trois jours de grève générale, le 12 décembre, dans les villages druzes du Golan et les magasins et les écoles ont ouvert leurs portes. Les hommes qui travaillent en « bas », dans les exploitations agricoles et les entreprises israéliennes de la vallée du Jourdain, sont à nouveau à leur

poste. Rien non plus n'a semblé changer à Med-Et-Chams, celui qui domine le plateau en se camouflant aux pentes du mont Harmon, dont le sommet est en décembre déjà couronné de neige. Des policiers ont fait une rapide opération pour montrer que l'administration militaire n'existe plus. Mais, d'après le mouvement de protestation qui unifie des Druzes, qui refusent une modification de leur statut, les autorités locales israéliennes sont prudentes. Elles ne se hâtent pas de prouver dans les faits l'extension au Golan « de la loi, de la juridiction et de l'administration (civile) de l'Etat hébreu ».

Surpris par l'ampleur de ce mouvement, les dirigeants israéliens n'ont pas l'air de le réprimer comme le font dans les autres territoires occupés. En fait, ces Druzes, depuis 1967, ont subi la loi de la région de Med-Et-Chams lors d'une révolte réprimée par l'armée israélienne. Mais il est évident qu'ils ne sont pas placés sous la protection de l'armée israélienne.

Cependant, les Druzes ne veulent pas être des déshérités du monde arabe et souhaitent pouvoir maintenir des contacts avec la Syrie (les Druzes ont été expulsés du Golan qui leur appartenait auparavant).

Après l'annexion du Golan par Israël, le rapprochement syro-soudanien pourrait favoriser la convocation d'un nouveau conseil arabe

APRÈS L'ANNEXION DU GOLAN PAR ISRAËL

Le rapprochement syro-soudanien pourrait favoriser la convocation d'un nouveau conseil arabe

L'annexion du Golan par Israël n'est-elle pas une étape dans le processus de cohésion qui lui a fait débuter au sommet de Fay? Selon notre correspondant à Beyrouth, la tournée du président syrien Hafez el-Assad dans le Golan, notamment la première étape à Sayda Soudeh, le laisse augurer.

Le prince héritier Fahd a, en effet, déclaré, à l'issue de cette visite, qu'une « reprise rapide du sommet arabe d'Empire (...) en raison de la conjonction prévue des ententes arabe ». Tandis que le ministre syrien des affaires étrangères qualifie d'« excellentes » les ententes entre le président Assad et les dirigeants israéliens. Durant les vingt-quatre heures de la visite du chef de l'Etat syrien, les conversations syro-soudanaises ont été quel que continu. Un télé-écho entre le président Assad et le prince héritier a duré plusieurs heures. On pense que les deux hommes d'Etat ont évoqué le « plan Fahd » pour un régime au Proche-Orient.

(Publié)

18 décembre 1981

NON A L'ANNEXION DU GOLAN PAR ISRAËL

Suite à l'annonce parue dans « le Monde » du 23 décembre 1981, rappel de la première liste des signataires :

SIGNATURES (PREMIERE LISTE)
Michel ALLON, R.P.R., professeur ARKON (Paris 12); Oualid RAHAT, avocat; professeur EREZUR, au Collège de Paris; Daniel GROSS, R.U.R., à Paris; Jean CHARBONNIER, ancien ministre, maître de Paris; Philippe de SAINT-JOBE-LECHE, professeur ORSICOR, directeur de recherches au C.N.R.S.; Roger GARAUD, avocat; Oualid DOULAT, député R.P.R.; Michel GRIMARD, co-président du C.F.O.; Michel BARRIS-DRELON, ancien ministre, président de l'Association médicale franco-palestinoise; Jean-Vincent LORAN, député-maire de Lorient (P.S.); Alain MAYOUD, député R.P.R.; Roger MATTEI, député R.P.R.; Elisabeth MATTEI, professeur MIGUEL, au Collège de Paris; professeur WILLIAMS, à Paris; MONTIER, secrétaire général adjoint de l'AFSPA; Monique NARVAL, étudiante titulaire d'Antioche; Raymond OFFROY, fondateur et président d'honneur de l'Association palestinienne de la région de Paris; Claude PIERRE, fondation nationale des sciences politiques; Christian PIERRE, député socialiste; M. PIERRE, président de la Fondation pour l'Europe; Pierre RONDOT, Charles SAINT-PIERRE, avocat, co-président du C.F.O.

COMITÉ POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Association (déclarée loi 1901) pour une paix juste et durable au Proche-Orient. Siège social : 10 rue de la Victoire, 75008 PARIS - Tél. : 364-24-20. Dans le cadre du Comité :

Co-présidents : Michel GRIMARD - Charles SAINT-PIERRE

DIPLOMATIE

AU CONSEIL DES MINISTRES

Nominations d'ambassadeurs

M. PIERRE MAILLARD EST ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Pierre Maillard à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maillard est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jacques Thibaut à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Thibaut est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jacques Thibaut est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Dominique Charpy à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Charpy est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Dominique Charpy est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Claude Arnaud à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Arnaud est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Claude Arnaud est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Marcel Maistre à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maistre est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Marcel Maistre est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Henri Froment-Meurice à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Froment-Meurice est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Henri Froment-Meurice est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

M. PIERRE MAILLARD EST ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Pierre Maillard à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maillard est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jacques Thibaut à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Thibaut est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jacques Thibaut est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Dominique Charpy à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Charpy est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Dominique Charpy est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Claude Arnaud à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Arnaud est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Claude Arnaud est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Marcel Maistre à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maistre est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Marcel Maistre est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Henri Froment-Meurice à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Froment-Meurice est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Henri Froment-Meurice est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

M. PIERRE MAILLARD EST ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Pierre Maillard à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maillard est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jacques Thibaut à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Thibaut est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jacques Thibaut est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Dominique Charpy à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Charpy est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Dominique Charpy est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Claude Arnaud à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Arnaud est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Claude Arnaud est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Marcel Maistre à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maistre est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Marcel Maistre est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Henri Froment-Meurice à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Froment-Meurice est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Henri Froment-Meurice est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jean Honorat à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Honorat est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jean Honorat est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Jacques Leprieux à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Leprieux est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Jacques Leprieux est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. M. Guy Georgey à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Georgey est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé ambassadeur au Canada.

M. M. Guy Georgey est nommé directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay.

M. PIERRE MAILLARD EST ÉLEVÉ À LA DIGNITÉ D'AMBASSADEUR DE FRANCE

Le conseil des ministres de mercredi 23 décembre a décidé d'élever M. Pierre Maillard à la dignité d'ambassadeur de France. Né en 1914, ancien élève de l'École nationale supérieure d'administration, M. Maillard est entré dans la carrière diplomatique en 1942. Nommé à Berlin, il donne sa démission peu après et devient membre de la représentation au Comité national de l'Union française des Français établis hors de France. Il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1964, il est nommé directeur des affaires européennes au Conseil de l'Europe. En 1966, ambassadeur à l'ONU, il est nommé amb

مكة من افضل

Le Monde

politique

LA FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

AU SÉNAT

M. Mauroy : nous n'attendons pas le printemps pour mettre un point final au dossier des nationalisations

M. Pierre Mauroy a prononcé, mercredi 23 décembre, à l'Assemblée nationale (dernière jour de la session extraordinaire) la traditionnelle allocution de fin de session parlementaire. Soulignant que les députés ont été près de six cents heures depuis le mois de septembre, le premier ministre a indiqué qu'un tel rythme de travail correspond à « une situation exceptionnelle », ajoutant : « Déjà un grand nombre des propositions faites au pays par le président de la République et par les membres de la majorité ont été adoptés. Le acte du changement est fait. Transparence, nous pourrions poursuivre notre œuvre ». Pendant du projet de nationalisation, le chef du gouvernement a déclaré : « Le gouvernement est prêt à soutenir les efforts et à relancer l'activité des entreprises concernées qui ont été délaissées depuis six mois. De nouvelles idées seront incontestablement envisageables pour notre économie. En outre, j'espère que nous pourrions, par la fin de la session, mettre un point final à ce dossier. La nationalisation est un acte de justice sociale et non pas une simple mesure de production ou de redistribution. C'est pourquoi nous devons, en premier lieu, garantir et améliorer les conditions de travail, de sécurité, de santé, de retraite des salariés ». A cette fin, « des

à propos de la reprise des investissements, le premier ministre a déclaré : « Le secteur public aura à jouer un rôle d'entraînement, il doit être en mesure de pouvoir financer ». M. Mauroy a souligné que le gouvernement n'a pas reculé dans sept ans de travail de loi, travaillant en cela la volonté de « restaurer le Parlement dans la plénitude de ses droits ». Il a, d'autre part, évoqué les événements de Pologne (voir page 5).

M. Louis Mermès, président de l'Assemblée nationale, a, ensuite, dressé un rapide bilan de la session parlementaire d'automne et de la session extraordinaire. Se référant à une « œuvre législative d'une ampleur remarquable », il a souligné que le gouvernement a respecté pleinement les droits du Parlement. Certes, a-t-il ajouté, l'exercice a eu recours aux ordonnances, mais celles-ci ont été adoptées dans une situation d'urgence et non pour restreindre les libertés fondamentales. Le gouvernement a respecté pleinement les droits du Parlement. Certes, a-t-il ajouté, l'exercice a eu recours aux ordonnances, mais celles-ci ont été adoptées dans une situation d'urgence et non pour restreindre les libertés fondamentales. Le gouvernement a respecté pleinement les droits du Parlement.

M. Jean G.P. (Hauts-de-Seine) a vivement protesté contre ces dispositions de la loi de nationalisation, qui a voté contre le second sous-amendement, sans abstenir sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement ainsi modifié. Pour ce faire, M. Méditerranée (U.D.P., Ile-de-France) a déclaré : « Une remise en cause de la politique d'aménagement du territoire », et annoncé la proposition de loi de « loi de dérogation ». M. Méditerranée a, par ailleurs, souligné la nécessité de maintenir de cette politique.

Le troisième projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (colloque agricole), les députés ont voté contre le second sous-amendement, sans abstenir sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement ainsi modifié. Pour ce faire, M. Méditerranée (U.D.P., Ile-de-France) a déclaré : « Une remise en cause de la politique d'aménagement du territoire », et annoncé la proposition de loi de « loi de dérogation ». M. Méditerranée a, par ailleurs, souligné la nécessité de maintenir de cette politique.

M. Poher : « Les institutions de la V^e République ont fonctionné démocratiquement et normalement »

Mercredi 23 décembre, M. Alain Poher a prononcé un discours de clôture plus « politique » que ceux que le Sénat a l'habitude d'entendre au terme de chaque session. Remarquant que les institutions de la V^e République ont fonctionné démocratiquement et normalement, il a souligné : « La V^e République a été créée par le peuple français, elle a été créée par le peuple français, elle a été créée par le peuple français ». M. Poher a souligné que les institutions de la V^e République ont fonctionné démocratiquement et normalement, il a souligné : « La V^e République a été créée par le peuple français, elle a été créée par le peuple français, elle a été créée par le peuple français ».

Le président du Sénat s'est attaché, cette fois, à définir le rôle du Sénat au sein de la V^e République. Il a souligné que le Sénat n'est pas un organe de contrôle, mais un organe de réflexion et de dialogue. Il a souligné que le Sénat n'est pas un organe de contrôle, mais un organe de réflexion et de dialogue. Il a souligné que le Sénat n'est pas un organe de contrôle, mais un organe de réflexion et de dialogue.

notamment, admettent ceux qui, dans la majorité sénatoriale, sont tentés par une opposition systématique et abusive des procédures expéditives de rejet. « Légiférer, c'est-à-dire, c'est écouter la loi. Sous-entendre, non la rejeter. Appeler à la « compréhension » et à la « tolérance des autres », il a confié : « J'ai appris davantage de mes adversaires que de mes amis », et a condamné les « polémiques stériles ». Enfin, parlant du fonctionnement démocratique des institutions, il a déploré le « climat d'affrontement » qui les caractérise « en ce moment ».

Navettes diverses

L'Assemblée nationale a adopté définitivement les textes suivants en troisième et dernière lecture :

- Le projet de loi, relatif par le Sénat en deuxième lecture, approuvant un plan national de 1982 et 1983. Par rapport au texte qui a été adopté en première lecture (Le Monde du 15 et 20 décembre), les députés ont approuvé plusieurs amendements, notamment, à préciser la nécessité de la non-qualification du marché intérieur et du marché extérieur qui sera fait par l'Etat pour inclure les principes à la réforme de l'usage des collectivités locales et des collectivités locales dans le régime des aides. A cette fin, « des

expériences pilotes seront encouragées pour tester les modes de transports urbains aux contraintes de déplacements des citoyens et des personnes handicapées.

Sur l'amendement du gouvernement tendant à prévoir les conditions dans lesquelles les collectivités locales peuvent accéder aux aides directes ou indirectes, l'Assemblée a adopté deux amendements de M. Richard (P.R., Ile-de-France) tendant à indiquer que le décret du Conseil d'Etat qui définit les conditions d'attribution des aides « déterminera notamment les règles de priorité et de son indexation ».

Le quatrième projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (colloque agricole), les députés ont voté contre le second sous-amendement, sans abstenir sur l'ensemble de l'amendement du gouvernement ainsi modifié. Pour ce faire, M. Méditerranée (U.D.P., Ile-de-France) a déclaré : « Une remise en cause de la politique d'aménagement du territoire », et annoncé la proposition de loi de « loi de dérogation ». M. Méditerranée a, par ailleurs, souligné la nécessité de maintenir de cette politique.

Volé des principaux passages du discours de M. Poher : « Les institutions de la V^e République, créées par le peuple français, ont fonctionné démocratiquement et normalement, elles ont fonctionné démocratiquement et normalement, elles ont fonctionné démocratiquement et normalement ».

notamment, admettent ceux qui, dans la majorité sénatoriale, sont tentés par une opposition systématique et abusive des procédures expéditives de rejet. « Légiférer, c'est-à-dire, c'est écouter la loi. Sous-entendre, non la rejeter. Appeler à la « compréhension » et à la « tolérance des autres », il a confié : « J'ai appris davantage de mes adversaires que de mes amis », et a condamné les « polémiques stériles ». Enfin, parlant du fonctionnement démocratique des institutions, il a déploré le « climat d'affrontement » qui les caractérise « en ce moment ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 23 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

- STATUT PARTICULIER DE LA CORSE**

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a fait le point sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la Corse. La réforme statutaire de l'île sera l'objet de deux projets de loi.

Le premier projet concernera les règles administratives de l'autonomie collective territoriale de la Corse, immédiatement après le vote de la loi de décentralisation. Il sera soumis au Parlement au cours de la session extraordinaire de fin d'année. Le second projet, relatif à la Corse, sera soumis au Parlement au cours de la session extraordinaire de fin d'année.

aux particuliers et aux entreprises à caractère familial.

Ce texte global permettra également de financer les travaux de remise en état des équipements publics dans le cadre de la loi de décentralisation. Les dépenses de remise en état des équipements publics dans le cadre de la loi de décentralisation. Les dépenses de remise en état des équipements publics dans le cadre de la loi de décentralisation.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL

Le gouvernement a examiné les propositions de loi relatives aux quartiers d'habitat social, et notamment dans les grands ensembles. Il a, en premier lieu, précisé des propositions formulées par les collectivités locales, adoptées au sein de la commission des collectivités locales, et de la commission des collectivités locales.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

POLITIQUE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Le ministre d'Etat, ministre de la Recherche et de la Technologie, a fait le point sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la politique de recherche et de développement technologique. Le ministre d'Etat, ministre de la Recherche et de la Technologie, a fait le point sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la politique de recherche et de développement technologique.

BILAN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Le ministre chargé des relations avec le Parlement a dressé le bilan des travaux du Parlement depuis le 1^{er} septembre. Il a souligné que le Parlement a fonctionné démocratiquement et normalement, et a souligné que le Parlement a fonctionné démocratiquement et normalement.

LES INONDATIONS

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a rendu compte au conseil des ministres des opérations de secours aux victimes des inondations qui ont touché certaines parties du territoire, et particulièrement de la situation dans la vallée de la Saône.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation. Le conseil des ministres a également examiné le projet de loi relatif à la décentralisation.

LÉGIION D'HONNEUR

M. François Jacob, grand-croix

LES MESURES EN FAVEUR DU COMMERCE EXTERIEUR

Le ministre d'Etat, ministre du Commerce extérieur, a présenté au conseil des ministres un bilan des mesures prises en faveur du commerce extérieur.

Aujourd'hui dans les kiosques

les nouvelles

LITTÉRAIRES

SUPPLEMENT SPECIAL

Le conseil des ministres du mercredi 23 décembre a décidé d'attribuer à la Légion d'honneur M. François Jacob, grand-croix.

Le Monde

économie

AGRICULTURE

L'AGITATION PAYSANNE

M. Guillaume (F.N.S.E.A.) est prêt à débattre publiquement avec le premier ministre

Samuel, 750 agriculteurs : 500 agriculteurs encore ; Châteauneuf-Médoc, 500 autres. La liste des petites démonstrations de mécontentement paraît sans fin. Le 23 décembre, à Châteauneuf-Médoc, les agriculteurs ont manifesté leur mécontentement. Les agriculteurs de la F.N.S.E.A. et du C.M.A. de la Tour (Charente-Maritime), ce sont les adhérents de la F.N.S.E.A. qui ont participé à un meeting, à la suite duquel, c'est à l'appel de la F.N.S.E.A. que des agriculteurs ont manifesté. Les agriculteurs de la F.N.S.E.A. sont proches du P.S., que quelques 1500 paysans ont manifesté, estimant insuffisantes les aides et les indemnités pour compenser les calamités.

Exprimer le mécontentement

Mercure, présentant l'accord sur la réduction du temps de travail en agriculture, qui a été le début de la plume, M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., a déclaré, qu'en son avis les manifestations vont se ralentir, mais qu'il y aura toujours des agriculteurs qui exprimeront leur mécontentement. « Les paysans publics démontrent et supportent les conséquences de leurs décisions », a souligné M. Guillaume.

sept cent mille adhérents ; qu'enfin il était prêt à participer à un débat public avec le premier ministre, comme M. Mauroy l'avait suggéré dans un discours à Montpellier (le Monde du 16 décembre). M. Guillaume a même indiqué que, à son connaissance, M. Cresson ne souhaitait pas continuer son tour de France d'explorations, après la manifestation dont elle avait été repoussée. Sur quel débat devrait débattre M. Guillaume ? Les agriculteurs ont manifesté leur mécontentement, mais ils ont aussi exprimé leur mécontentement. Pour lui, les agriculteurs ne font qu'exprimer leur mécontentement. Mais, au-delà de cette expression, la centrale syndicale d'urgence pas de porte de sortie dans son conflit avec le gouvernement. « Les paysans publics démontrent et supportent les conséquences de leurs décisions », a souligné M. Guillaume.

● La direction de la Centrale-Pressa a informé les membres du conseil d'administration, réunis mercredi 23 décembre à Paris, qu'elle allait déposer auprès de l'inspection des affaires comme nous le faisons prévoir (le Monde du 24 décembre) une demande de mise hors commerce de vingt-deux mises en prévision. La hausse des coûts de fabrication du journal est à l'origine de ces mesures, a expliqué la direction, dont le plan a été approuvé par le C.A. La direction a été informée des intentions de la Centrale-Pressa sur le sujet des réductions de la presse, précise-t-on de source syndicale.

SOCIAL

LE SMIC DEVAIT PASSER À 18,15 F DE L'HEURE AU 1^{er} JANVIER

Le SMIC horaire va passer de 17,95 F à 18,15 F à partir du 1^{er} janvier 1982, compte tenu de la hausse de prix de 2,3 % enregistrée en octobre et novembre. Sur la base de 175 heures par mois, le salaire minimum devrait être de 3 181,25 F (contre 3 093,75 F) sur la base de 175 heures 1/3, à 3 145 F contre 3 078,40 F.

À chaque fois que l'indice des prix des salaires baisse, le SMIC subit un rajustement automatique du même taux ; la dernière augmentation, survenue le 1^{er} novembre, fut de 0,5 %. Le SMIC aura augmenté de 22,7 % depuis le 1^{er} janvier 1981 (dernière référence connue) aura été de 17,95 F.

La progression du pouvoir d'achat du SMIC européen, notamment par l'importance de la hausse de 10 % du 1^{er} janvier, dont 8,4 % au titre de la progression du pouvoir d'achat.

« Avancée positive » des discussions pour le renouvellement de l'accord d'entreprise

La direction de Renault accepte le principe d'une promotion automatique des ouvriers spécialisés

La référence à « présentations » pour l'évolution des carrières des O.S. (ouvriers spécialisés), va être abandonnée chez Renault au profit d'un système de promotion automatique par tranches de cinq ans d'ancienneté. Cette mesure, proposée le mardi 22 décembre par la direction au cours de la neuvième séance de discussions pour le renouvellement de l'accord d'entreprise, est destinée à réguler le 1^{er} février et concernera la quasi-totalité des O.S. (environ cinquante mille travailleurs). Elle constituerait, selon les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., une avancée positive, d'autant plus que son incidence financière ne serait pas négligeable.

En effet, le passage de l'indice 170 à l'indice 175, par exemple, représenterait une augmentation de 2,9 % du salaire de base. La hausse serait de 55 ans par le signataire de réunions de solidarité. Ce dossier sera inséré à l'ordre du jour d'une réunion prévue pour le 1^{er} janvier, ainsi que les problèmes relatifs aux conditions de travail et à la politique salariale.

● Un million de francs d'indemnités de licenciement et 10 millions de francs de primes de départ, M. Jacques Galland, ancien secrétaire général du comité d'entreprise de Renault, a été confirmé par le conseil d'administration de Renault, mardi 22 décembre, de deux fois 30 millions par semaine — soit l'heure d'été à sept mois — pour les ouvriers

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT ONT DIMINUÉ DE 0,8 % EN 1980

Les premières statistiques d'accidents du travail pour l'année 1980, confirmant la baisse de la fréquence et de la gravité de ces accidents, malgré l'augmentation du nombre de salariés. Ainsi, pour une population de 14 000 000 salariés en 1980, la Caisse nationale d'assurance-maladie a comptabilisé 971 000 accidents avec arrêt de travail (— 0,8 % en un an), dont 101 000 accidents graves (— 2,1 %). Ce chiffre est en baisse par rapport à 1979 (982 000 accidents graves et 103 000 accidents graves). Pour l'ensemble des salariés, le nombre des accidents avec arrêt de travail a été de 1 132 126 en 1979 (sur 13 825 185 salariés) et de 971 000 en 1980 (sur 14 000 000 salariés), soit une diminution de 12,8 % par rapport à 1979. Ce chiffre des accidents graves est passé de 113 896 en 1979 à 101 000 en 1980. Celui des accidents mortels est passé de 1 498 en 1979 à 1 494 en 1980. Le nombre de salariés a augmenté de 3,3 %, le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail par rapport au nombre d'heures travaillées est passé de 40,3 en 1979 à 39,1 en 1980 et à 34,9 en 1981.

Il avait été accordé le 12 mars par le conseil d'administration de Renault. Les employés lui reprochaient des erreurs de gestion, qu'il considérait comme une « faute lourde ». Les juges ont estimé que le motif était sérieux.

équipement

A PROPOS DE...

Un sondage sur « les Français et l'environnement »

L'écologie à l'aide de l'économie

Le ministère de l'environnement vient de publier les résultats d'une enquête par sondage, réalisée au cours du dernier sabbat d'octobre, auprès d'un échantillon de mille personnes représentant la population française, âgée de dix-huit ans et plus. Les huit questions posées s'efforcent de déterminer l'attitude des Français à l'égard des problèmes de l'environnement.

On croyait les Français particulièrement préoccupés par le chômage, l'inflation, les problèmes de structure que le Parlement vote à un rythme accéléré. Or, jusqu'à nos sondages, les préoccupations des Français, au-delà de la pollution, n'avaient pas été prises en compte. Si l'on en croit le sondage de la Sofres, les problèmes de l'environnement et de la nature sont les plus importants, « très importants » par 47 % des personnes interrogées et comme « importants » par 42 %. Cet intérêt est partagé par toutes les catégories de la population, mais les hommes, les jeunes, les classes moyennes, les habitants des grandes villes et les sympathisants des partis de gauche paraissent les plus sensibilisés.

Loin de vouloir limiter les programmes de protection de l'environnement, pour ne pas bécotter les charges des entreprises, 46 % des personnes interrogées veulent qu'il y ait un point de vue politique qui tienne compte de l'environnement. C'est dire à quel point les politiques actuelles ne tiennent pas compte de l'environnement. Cette observation confirme la constatation faite à l'occasion d'un autre sondage réalisé par l'IFOP au printemps 1980. Comme on leur demandait d'indiquer sur une échelle de dix, celui qui justifiait à leurs yeux « des investissements des entreprises », les personnes interrogées avaient placé en tête « la médecine », puis « la lutte contre la pollution » et en troisième position « les énergies nouvelles », reléguant aux dernières places « les transports » et « les ordinateurs ».

Cette fois, les enquêteurs de la Sofres ont posé la question de savoir si l'on était en faveur ou en désaccord avec les réglementations, les explications

Le Parlement européen préconise un statut pour les 250 000 travailleurs frontaliers

Strasbourg. — Pris de deux cent cinquante mille ouvriers et employés passent quotidiennement les frontières des dix pays membres de la Communauté européenne pour travailler dans les autres pays de la Communauté. Le Parlement européen s'est penché sur leur condition pour recommander aux États membres d'adopter en leur faveur un ensemble de mesures économiques, sociales et fiscales constituant un véritable statut.

Le problème a été soulevé à l'occasion d'une directive de la Commission de Bruxelles, qui, à l'origine, ne se préoccupait que de l'imposition des revenus. La commission des affaires sociales et de l'emploi du Parlement a, pour sa part, ouvert l'an dernier un débat sur le rapport sur cette question à M. Jean Oubier (socialiste) qui a quitté, depuis son

élection au Palais-Bourbon, l'Assemblée de la Communauté (voir ci-dessus), qui a quitté, depuis son

● Les antistes de la GdF... La délégation de la commission régionale antistes de la GdF... a été reçue le 22 décembre, par M. Gérard Renon, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. Au terme de l'entretien, le porte-parole de la délégation est allé à la GdF, le 23 décembre, pour lui présenter les conclusions de la délégation et lui faire part de la situation de la GdF.

Faits et projets

LES INGENIEURS DE LA DATAR

M. Bernard Attali, député à l'Assemblée nationale, a présenté, le 22 décembre, le nouvel organisme de la DATAR, dont les attributions seront chargées de mener à bien la politique d'aménagement du territoire dans le cadre des grands travaux d'infrastructure et de planification.

— Prospective (animateur, M. Daniel Maquart, ingénieur en chef du génie rural) ;

— Animation du développement régional (M. Frédéric Piat, administrateur de l'INSEE) ;

— Zones sensibles (M. Hubert de Paët, ingénieur du génie rural) ;

— Localisation des activités (M. Jacques Waline, ingénieur civil) ;

— Urbanisme et infrastructure (M. Claude Rouard, ingénieur des ponts et chaussées) ;

— Finances (M. Bernard Lartey, ingénieur du génie rural) ;

M. Michel Lemaire est assistant en délégué et Mme Elia Mennat est chargée des relations avec la presse.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

UNE MAISON AVEC Terrain 15m x 10m SAINT-DENIS-DE-JOUET (36) Mise à prix : 20 000 Francs

PROPRIÉTÉ À JOINVILLE-LE-POINT (94) Mise à prix : 200 000 Francs

REPUBLICQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE

LIGNE 2 X 400 KV CUBNEZAI-VERFEIL

TRAVERSÉE DU DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

AVIS RECTIFICATIF

Par arrêté publié le 11 novembre 1981, le public a été invité à consulter les données d'une ligne à double circuit (2 X 400 KV) CUBNEZAI-VERFEIL.

